



Cellule d'analyse européenne

COMMUNICATION DE LA COMMISSION

Connectivité pour un marché unique numérique compétitif – Vers une société européenne du gigabit COM(2016)587

COMMUNICATION DE LA COMMISSION

Un plan d'action pour la 5G en Europe (COM(2016)588

Proposition de RÈGLEMENT

modifiant les règlements (UE) n° 1316/2013 et (UE) n° 283/2014 en ce qui concerne la promotion de la connectivité internet dans les communautés locales (COM(2016)589

Proposition de DIRECTIVE établissant le code des communications électroniques européen (Refonte) COM(2016)590

Proposition de RÈGLEMENT établissant l'Organe des régulateurs européens des communications électroniques COM(2016)591

Synthèse : Ce paquet contient une série de documents politiques et de propositions législatives dans lesquels la Commission européenne expose sa vision d'une société européenne du gigabit. L'offre d'une connectivité en gigabit, le déploiement de la 5G et la promotion de la connectivité internet dans les communautés locales sont des éléments essentiels dans la mise en place du marché unique numérique. En vue de réaliser les objectifs de la société du gigabit pour 2025, il y a également une proposition de règlement relatif à l'offre de services et de biens dans le domaine des télécommunications. **Les délais impartis pour rendre un avis de subsidiarité sur les projets de règlement COM(2016)589 et COM(2016)591 expirent respectivement les 30 novembre et 12 décembre 2016.**

1. Contexte

Ce paquet contient une série de documents politiques et de propositions législatives dans lesquels la Commission européenne expose sa vision d'une société européenne du gigabit

Dans la société européenne du gigabit, la disponibilité et la pénétration sur le marché de réseaux à très haute capacité permettront une utilisation à grande échelle de produits, de services et d'applications dans le marché unique numérique.

La situation de la connectivité à haut débit en Europe ne pourra pas satisfaire les besoins croissants d'accès plus performant et plus rapide à l'internet. La connectivité doit bénéficier à tout le monde. Chaque citoyen dans chaque collectivité en Europe doit tirer avantage du marché unique numérique.

Dans « l'État de l'Union » de septembre 2016, le président de la Commission européenne, M. Juncker, a annoncé une réforme des marchés des télécommunications qui verra l'élaboration d'un cadre réglementaire encourageant les investissements dans la connectivité.

La réalisation, d'ici 2025, des objectifs de la société européenne du gigabit requiert, selon les estimations, des investissements d'un montant global de 500 milliards d'euros au cours des dix prochaines années.

2. Teneur

Les lignes de force des documents stratégiques et des propositions législatives peuvent être résumées comme suit :

	Contenu	Commentaire
1	<u>Trois objectifs stratégiques pour 2025</u> <u>COM(2016)587</u>	Le marché unique numérique et le déploiement des réseaux du futur numérique seront concrétisés par: La réalisation de la connectivité en gigabit; La couverture de la 5G dans toutes les zones urbaines et sur l'ensemble des grands axes de transport terrestre ; l'accès à une connectivité internet pour tous les ménages européens
2	<u>La réalisation de la connectivité en gigabit</u>	L'offre d'une connectivité en gigabit à des endroits où se réunissent de nombreux usagers (bâtiments publics, écoles, parcs industriels) aura un effet positif sur le reste de l'économie et sur la société.
3	<u>Couverture de la 5G</u> <u>COM(2016)588</u>	D'ici 2025, la technologie de la 5G serait déployée dans toutes les zones urbaines et sur l'ensemble des grands axes de transport terrestre, permettant aux usagers et aux objets «nomades» de rester entièrement connectés en permanence.
4	<u>Connectivité internet rapide</u> <u>COM(2016)589</u>	Pour la cohésion en Europe, l'accès à une connectivité internet offrant un débit d'au moins 100 Mbps doit être assuré pour tous les ménages européens, à la ville comme à la campagne. Le projet "WiFi4EU" vise à fournir à tout un chacun un accès wifi gratuit en dehors de son domicile.
5	<u>Le code des télécommunications</u> Refonte du code des communications électroniques européen <u>COM(2016)590</u>	Pour réaliser les objectifs de la société du gigabit d'ici 2025, il faut investir un montant de 500 milliards d'euros au cours des dix prochaines années. Il sera procédé à une réforme des marchés des télécommunications et on élaborera un cadre réglementaire favorisant une concurrence accrue et les investissements dans la connectivité.
6	<u>Renforcement du rôle de l'Organe des régulateurs européens des communications électroniques</u> <u>COM(2016)591</u>	Le rôle des autorités nationales de régulations et de l'Organe des régulateurs européens des communications électroniques sera renforcé afin de veiller à ce que les règles du marché unique numérique soient appliquées de façon plus cohérente dans l'ensemble de l'Union européenne. Cela doit prévenir une fragmentation du marché.

3. Cadre juridique européen

Les documents stratégiques et la proposition législative trouvent leur fondement juridique à l'article 114 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), concernant la législation relative au marché intérieur (en l'espèce le bon fonctionnement du marché intérieur dans le domaine des communications électroniques).

L'article 172 du TFUE, concernant la participation de l'UE au développement de réseaux transeuropéens dans le secteur des télécommunications, fournit également une base juridique à ces initiatives.

4. Contexte belge et contexte Benelux :

Contexte belge

L'accord de gouvernement fédéral fait référence à l'agenda numérique européen à la page 179 :

« Le Gouvernement veillera à ce que le secteur des TIC puisse se développer davantage en Belgique grâce à l'agenda numérique de la stratégie Europe 2020. Cette mesure doit augmenter l'emploi dans le secteur. À cet effet, entre autres, le développement de la « next generation networks » sera stimulé. »

Benelux :

Le 3 octobre 2016, les Premiers ministres belge, néerlandais et luxembourgeois ont reconnu que l'économie numérique est un catalyseur puissant de l'innovation, de la croissance et de la prospérité sociale. Ces trois pays ont souligné l'ambition et le potentiel de ces derniers d'être des pionniers dans le monde numérique et de jouer un rôle de modèle dans les avancées du marché unique numérique au sein de l'Union européenne. . La déclaration peut être consultée sur : <http://premier.fgov.be/fr/d%C3%A9claration-commune-sommet-benelux-2016-benelux-num%C3%A9rique>

En résumé, les premiers ministres des pays du Benelux veulent, dans la perspective du développement d'un Benelux numérique, examiner notamment les mesures suivantes :

- Les initiatives numériques de l'UE telles que le paquet marché unique numérique seront examinées afin de dégager, dans la mesure du possible, des positions communes au niveau du Benelux ;
- Coopérer plus étroitement en développant des projets transnationaux focalisés sur l'innovation ;
- Mettre à profit les opportunités offertes par les plateformes en ligne et intensifier la transmission transfrontalière d'informations ;
- En ce qui concerne le transport et la logistique, promouvoir le rôle de porte d'accès du Benelux au niveau mondial.

5. Suivi au sein de la (des) commission(s) compétente(s) de la Chambre:

- Commission de l'Infrastructure (aspect « réseaux et services numériques ») ;
- Comité d'avis fédéral pour les questions européennes

6. Suivi auprès des instances fédérales:

- Le vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste ;
- Le SPF Économie, PME, Classes moyennes et Énergie.

7. Subsidiarité et proportionnalité / suivi parlementaire :

Avis positif en matière de subsidiarité et de proportionnalité :

La communication et les propositions de législation annoncent des initiatives dans le domaine du marché unique numérique et du développement des réseaux de l'avenir numérique. L'UE est habilitée à prendre de telles mesures. La meilleure façon de lever les obstacles transfrontaliers dans le domaine du marché numérique et de remédier au morcellement existant en la matière est de le faire dans un cadre politique et législatif européen.

À première vue, les mesures ne vont pas plus loin que nécessaire pour atteindre les objectifs visés, d'autant que la Belgique aligne ses actions sur la stratégie numérique européenne.

Il ressort des notes de politique du gouvernement fédéral que le gouvernement vise un marché numérique unifié. Elles indiquent que toutes les initiatives de l'UE en ce

sens feront l'objet d'un suivi attentif et seront adaptées de manière constructive, là où c'est nécessaire, pour aboutir à un marché numérique fonctionnel (voir Chambre, DOC 54 588/005, p.15).

Comme indiqué plus haut, la stratégie numérique européenne constitue la base de l'Agenda numérique de la Belgique. Les accents politiques de l'agenda belge et de la récente déclaration relative au "Benelux numérique" sont en grande partie identiques à ceux de la Communication à l'examen et des documents législatifs de la Commission européenne, à savoir l'infrastructure et l'économie numériques, la disponibilité et l'utilisation de réseaux ayant une très grande capacité, le recours à une infrastructure haut débit avancée en tant que facteur d'attractivité pour l'économie numérique, etc.

Suivi parlementaire :

La commission de l'Infrastructure peut rendre un avis de subsidiarité sur les documents COM(2016) 589-591 au sens de l'article 37*bis* du Règlement de la Chambre.

Les délais impartis pour formuler un avis de subsidiarité sur les propositions de règlement COM(2016)589 et COM(2016)591 expirent respectivement le 30 novembre et le 12 décembre 2016.

La commission peut également adresser des observations à la Commission européenne dans le cadre du «dialogue politique» (initiative Barroso). Cette procédure n'est pas soumise à un délai.

Pour en savoir plus:

Textes des documents politiques et des propositions de législation:

COMMUNICATION "Connectivité pour un marché unique numérique compétitif":

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20160587.do>

COMMUNICATION “Un plan d'action pour la 5G en Europe”:

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20160588.do>

Proposition de RÈGLEMENT “promotion de la connectivité internet dans les communautés locales”

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20160589.do>

Refonte du code des communications électroniques européen:

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20160590.do>

Proposition de RÈGLEMENT “Organe des régulateurs européens des communications électroniques”:

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20160591.do>

Descripteurs Eurovoc:	UNION EUROPÉENNE – MARCHÉ UNIQUE - INFRASTRUCTURE - TÉLÉCOMMUNICATION – INTERNET - SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION
----------------------------------	---

Rédaction: Roeland Jansoone, premier conseiller, tél. 02/549.80.93,
roeland.jansoone@lachimbre.be



Europese analysecel

MEDEDELING VAN DE COMMISSIE
Connectiviteit voor een competitieve digitale eengemaakte markt - Naar een Europese
Gigabitmaatschappij
COM(2016)587

MEDEDELING VAN DE COMMISSIE
5G voor Europa: een actieplan
COM(2016)588

Voorstel voor een VERORDENING
tot wijziging van de Verordeningen (EU) nr. 1316/2013 en (EU) nr. 283/2014 wat de
bevordering van internetconnectiviteit in lokale gemeenschappen betreft
COM(2016)589

Voorstel voor een RICHTLIJN tot vaststelling van het Europees wetboek voor elektronische
communicatie (Herschikking)
COM(2016)590

Voorstel voor een VERORDENING tot oprichting van het Orgaan van Europese regelgevende
instanties elektronische communicatie
COM(2016)591

Samenvatting: Dit pakket bevat een aantal beleidsdocumenten en wetgevingsvoorstellen waarin de Europese Commissie haar visie op een Europese gigabit-maatschappij uiteenzet. Het aanbieden van gigabit-connectiviteit, de uitrol van 5G en het stimuleren van internetconnectiviteit in lokale gemeenschappen staat voorop bij de uitbouw van de digitale eengemaakte markt. Om de doelstellingen van de gigabit-maatschappij voor 2025 waar te maken, is er ook een voorstel voor nieuwe reglementering betreffende het aanbod van goederen en diensten op het gebied van telecommunicatie. **De termijn om een advies m.b.t. de subsidiariteit van ontwerpverordeningen COM(2016)589 en COM(2016)591 te formuleren, verstrijkt resp. op 30 november en 12 december 2016.**

1. Context

Dit pakket bevat een aantal beleidsdocumenten en wetgevingsvoorstellen waarin de Europese Commissie haar visie op een Europese gigabit-maatschappij uiteenzet.

In de Europese gigabit-maatschappij zorgen de beschikbaarheid en het gebruik van netwerken met zeer grote capaciteit ervoor dat overal op de digitale eengemaakte markt gebruik kan worden gemaakt van producten, diensten en toepassingen.

De huidige staat van de Europese breedbandconnectiviteit voldoet niet aan de groeiende behoefte aan beter en sneller internet. Connectiviteit moet iedereen ten goede komen. Elke burger in om het even welk deel van Europa moet toegang hebben tot de voordelen van de digitale eengemaakte markt.

In de “Staat van de Unie” van september 2016 heeft Europees Commissievoorzitter Juncker, een hervorming van de telecommarkten aangekondigd, waarbij een wetgevingskader wordt ontworpen dat investeringen in connectiviteit mogelijk maakt.

Om de visie en doelstellingen van de Europese gigabit-maatschappij voor 2025 waar te maken, is naar schatting een totale investering van 500 miljard EUR in de komende tien jaar nodig.

2. Inhoud

De krachtlijnen van de 2 mededelingen en de wetgevingsvoorstellen zien er, samengevat, als volgt uit:

	<i>Inhoud</i>	<i>Toelichting</i>
1	<u>Drie strategische doelstellingen voor 2025</u> <u>COM(2016)587</u>	De digitale eengemaakte markt en de uitrol van de netwerken van de digitale toekomst zullen vorm krijgen via: - Het verwezenlijken van gigabit-verbindingen; - 5G -dekking voor alle stedelijke gebieden en alle belangrijke transportroutes over land; - internetverbindingen voor alle Europese huishoudens
2	<u>Het verwezenlijken van gigabit-verbindingen</u>	Het aanbieden van gigabit-connectiviteit op plaatsen waar veel gebruikers samenkomen (overheidsgebouwen, scholen, bedrijvenparken) zal een positief effect hebben op de rest van de economie en de samenleving.
3	<u>5G –dekking</u> <u>COM(2016)588</u>	Tegen 2025 zou in alle stedelijke gebieden en op belangrijke transportroutes 5G-technologie zijn uitgerold, waardoor gebruikers en toestellen die "in beweging" zijn, te allen tijd volledig verbonden kunnen blijven.
4	<u>Snelle internetverbindingen</u> <u>COM(2016)589</u>	Met het oog op de Europese cohesie moeten alle Europese huishoudens, zowel in de steden als op het platteland, toegang hebben tot internetverbindingen van minstens 100 Mbps. Het project "WiFi4EU" beoogt iedereen buiten zijn eigen woning gratis wifi-toegang te verschaffen.
5	<u>Het telecomwetboek</u> Herschikking van het Europees wetboek elektronische communicatie <u>COM(2016)590</u>	Om de doelstellingen van de gigabit-maatschappij voor 2025 waar te maken, is een investering van 500 miljard EUR in de komende tien jaar nodig. Er komt een hervorming van de telecommarkten en een wetgevingskader voor meer concurrentie en investeringsmogelijkheden in connectiviteit.
6	<u>Versterking van de rol van het Orgaan van Europese regelgevende instanties elektronische communicatie</u> <u>COM(2016)591</u>	De rol van de nationale toezichthouders en het Orgaan van Europese regelgevende instanties elektronische communicatie wordt versterkt om te zorgen dat de regels voor de digitale eengemaakte markt consequenter worden toegepast in de hele EU. Dit moet versnippering van de markt voorkomen.

3. Europees juridisch kader:

De rechtsbasis voor de beleidsdocumenten en het wetgevingsvoorstel is Artikel 114 Verdrag over de Werking van de Europese Unie (VWEU) dat betrekking heeft op de interne markt (in casu de goede werking van de interne markt op het gebied van elektronische communicatie).

Artikel 172 van het VWEU dat betrekking heeft op de bijdrage van de EU in de ontwikkeling van trans-Europese netwerken op het gebied van telecommunicatie biedt eveneens een juridische basis voor de initiatieven.

4. Belgische context en Benelux context:

Belgische context:

In het federale regeerakkoord is er een verwijzing naar de Europese digitale agenda op p. 179:

“De regering zal er zorg voor dragen dat de ICT-sector zich verder maximaal kan ontwikkelen in België mede dank zij de digitale agenda voor Europa in de Europa 2020-strategie wat een grotere tewerkstelling in de sector tot gevolg moet hebben. Daartoe wordt o.a. de ontwikkeling van het “next generation network” bevorderd.”

Benelux:

Op 3 oktober 2016 hebben de eerste ministers van België, Nederland en Luxemburg het belang erkend van de digitale economie als katalysator voor innovatie, groei en sociale welvaart. Het is de ambitie van de drie landen om digitale pioniers te zijn en als rolmodel te fungeren in de bevordering van de digitale eengemaakte markt binnen de Europese Unie. De verklaring kan men raadplegen op: <http://premier.fgov.be/nl/gezamenlijke-verklaring-benelux-top-2016-digitale-benelux>

Samengevat, willen de eerste ministers van de Benelux o.a. volgende maatregelen onderzoeken met het oog op de ontwikkeling van een Digitale Benelux:

- Digitale initiatieven van de EU, zoals het pakket van de digitale eengemaakte markt, zullen gescreend worden op gezamenlijke standpunten op Benelux-niveau waar mogelijk;
- Nauwere samenwerking via de ontwikkeling van transnationale innovatieve projecten;
- De kansen benutten die ontstaan via online platformen en de grensoverschrijdende informatieverschaffing vergroten;
- Op het vlak van transport en logistiek de functie van de Benelux als toegangspoort op globaal niveau stimuleren.

5. Opvolging in de bevoegde Kamercommissie(s):

- Commissie Infrastructuur (aspect “digitale netwerken en diensten”);
- Adviescomité voor Europese aangelegenheden.

6. Opvolging bij de federale instanties:

- De vice-eerste minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post;
- De FOD Economie, Middenstand, KMO en Energie.

7. Subsidiariteit en proportionaliteit / Parlementaire opvolging:

Positief advies met betrekking tot subsidiariteit en proportionaliteit:

De mededelingen en de wetgevingsvoorstellen kondigen initiatieven aan op het gebied van de digitale interne markt en de uitrol van de netwerken van de digitale toekomst. De EU is bevoegd dergelijke maatregelen vast te stellen. De grensoverschrijdende belemmeringen op het gebied van de digitale markt en de bestaande versnippering kunnen het best aangepakt worden binnen een Europees beleids- en wetgevend kader.

De maatregelen gaan op het eerste zicht niet verder dan nodig is om de doelstellingen te bereiken, te meer daar België haar acties afstemt op de Europese digitale agenda.

Uit de beleidsnota's van de federale regering blijkt dat de regering streeft naar een ééngemaakte digitale markt. Alle EU-initiatieven om dit te verwezenlijken zullen actief opgevolgd worden en

constructief bijgestuurd worden waar nodig om te komen tot een werkbare interne digitale markt (zie Kamer, DOC 54 588/005, p.15).

Zoals hierboven vermeld, vormt de Europese digitale agenda de basis voor de Digitale Agenda voor België. De beleidsaccenten van de Belgische agenda en van de recente verklaring over de “digitale Benelux” lopen grotendeels gelijk met de klemtonen die de hier besproken Mededeling en wetgevingsdocumenten van de Europese Commissie leggen, nl. aandacht voor de digitale infrastructuur en economie, de beschikbaarheid en het gebruik van netwerken met zeer grote capaciteit, een geavanceerde breedbandinfrastructuur als aantrekkingsfactor voor de digitale economie, enz....

Parlementaire opvolging:

De commissie Infrastructuur kan een advies over de subsidiariteit m.b.t. de documenten COM(2016) 589-591 geven in de zin van Art.37bis van het Kamerreglement.

De termijn om een advies m.b.t. de subsidiariteit van ontwerpverordeningen COM(2016)589 en COM(2016)591 te formuleren, verstrijkt resp. op 30 november en 12 december 2016.

De commissie kan ook in het kader van de “politieke dialoog” (initiatief Barroso) aan de Europese Commissie opmerkingen formuleren. Deze procedure is niet gebonden aan een termijn.

Om meer te weten:

Tekst van de beleidsdocumenten en ontwerpen van wetgeving:

MEDEDELING “Connectiviteit voor een competitieve digitale eengemaakte markt”:

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20160587.do>

MEDEDELING “5G voor Europa: een actieplan”:

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20160588.do>

Voorstel voor een VERORDENING “bevordering van internetconnectiviteit in lokale gemeenschappen”

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20160589.do>

Herschikking van het Europees wetboek elektronische communicatie:

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20160590.do>

Voorstel voor een VERORDENING “Orgaan van Europese regelgevende instanties elektronische communicatie”:

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20160591.do>

Eurovoc-descriptoren:	EUROPESE UNIE – INTERNE MARKT - INFRASTRUCTUUR - TELECOMMUNICATIE – INTERNET - INFORMATIEMAATSCHAPPIJ
------------------------------	---

Redactie: Roeland Jansoone, Eerste adviseur, tel. 02/549.80.93, roeland.jansoone@dekamer.be